



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2979-LUNDI 31 JUILLET 2017

## ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE KINSHASA

## André Kimbuta dans le viseur !

Une motion initiée par le député provincial Jolino Makelele contre le gouverneur de Kinshasa a été jugée recevable et est en instance d'être examinée en session extraordinaire. L'auteur s'est employé à démontrer la gestion opaque de la ville en stigmatisant, entre autre, l'insécurité qui fait de la capitale congolaise aujourd'hui l'une des destinations dangereuses au monde.

Dans son réquisitoire contre Kimbuta, il n'épargne aucun secteur allant des finances à la gestion des services de l'état-civil en passant par le transport en commun, la salubrité, les nuisances sonores, l'hygiène publique etc. Les députés provinciaux attendent la convocation de la session extraordinaire pour discuter du sort de celui qui aura battu le record de longévité à la tête de Kinshasa. [Page 3](#)



Willy Makiashi

L'Institut national de sécurité sociale a procédé dernièrement au lancement de l'opération de paiement des prestations sociales du premier trimestre en territoire de Gungu au grand enchantement des principaux bénéficiaires. De

quoi rendre une fière chandelle à l'ancien vice-Premier ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Willy Makiashi, qui en avait balisé la voie. Une première dans l'histoire de Gungu pour lequel ce cadre du Palu s'est in-

vesti personnellement pour le tirer des méandres de l'oubli dans la priorisation des intérêts à l'échelle nationale, quitte à changer le train de vie de ses compatriotes via des solutions idoines et bien pensées. [Page 2](#)

## RETOMBÉES DES EFFORTS DE L'EX-VPM WILLY MAKIASHI

## L'INSS/Gungu paie ses prestations sociales du premier trimestre

## RECRUTEMENT À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

## Plus qu'une dizaine de jours pour les candidats



L'immeuble de la Fonction publique

Selon le calendrier du ministère de la Fonction publique, la clôture de la phase de dépôt de candidature va intervenir le 11 août 2017 à minuit sur toute l'étendue du territoire national. Ensuite, les dossiers de candidature ainsi réceptionnés vont faire l'objet d'une étude minutieuse pour vérifier leur conformité aux conditions d'éligibilité.

Enfin, il y a l'étape ultime qui concerne l'organisation des épreuves orales et écrites à Kinshasa et dans les chefs-lieux de province du candidat présélectionné. Cette opération va permettre le recrutement de mille jeunes universitaires et de cinquante coaches.

[Page 5](#)

## JEUX DE LA FRANCOPHONIE – FOOT

## La RDC privée de la finale



Les Léopards U20 de la RDC ont été privés de la finale du tournoi de football des huitièmes Jeux de la Francophonie, le 28 juillet, au stade Félix-Houphouët-Boigny à Abidjan par les Lionsceaux d'Atlas du Maroc. L'unique but assassin des Marocains a été inscrit par Hamza Hannouri à la 84<sup>e</sup> minute, lui qui venait de monter quelques minutes

seulement sur le terrain à la place de Bari. Il a réussi à se démarquer de la défense à trois appliquée par la RDC et de glisser le ballon entre les jambes du gardien de but Jackson Lunanga.

Le fait d'atteindre la demi-finale est une expérience importante pour l'équipe entraînée par Éric Tshibusu en vue des échéances futures. [Page 6](#)

## RETOMBÉES DES EFFORTS DE L'EX-VPM WILLY MAKIASHI

## L'INSS/Gungu paie ses prestations sociales du premier trimestre

**L'Institut national de sécurité sociale a procédé dernièrement au lancement de l'opération de paiement des prestations sociales en territoire de Gungu au grand enchantement des principaux bénéficiaires. De quoi rendre une fière chandelle à l'ancien vice-Premier ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Willy Makiashi, qui en avait balisé la voie.**

Le Pr Willy Makiashi, ancien vice-Premier ministre chargé de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale (ETPS) a de bonnes raisons de s'estimer heureux. L'engagement qu'il avait exprimé en son temps lorsqu'il assurait la tutelle de l'Institut national de sécurité sociale (INSS), celui de l'accompagner dans l'accomplissement de la mission sociale que le gouvernement lui assignée, est en train aujourd'hui de porter ses fruits. La régularité du paiement des prestations sociales qui était son crédo est désormais une réalité à l'INSS. Périodiquement, en effet, les centres de gestion de cette caisse sociale disséminés à travers toute l'étendue du pays s'activent pour libérer le dû des pensionnés, des veuves et des orphelins au nom d'une sécurité sociale bien garantie.

Dans cette dynamique sociale, le territoire de Gungu n'est pas en reste comme en témoigne la cérémonie qui a eu lieu le jeudi 27 juillet. Cadre choisi : l'hôtel de Gungu (ex-hôtel Mukoko) où il a été procédé au lancement des prestations sociales à terme échu du premier trimestre par la direction provinciale de l'INSS représentée à cette occasion par Guy Giboba ainsi que par Mbuba Léopold, responsable de l'antenne de Gungu. C'était en présence de l'administrateur du territoire de Gungu, de quelques députés nationaux et provinciaux et des sénateurs de la circonscription de Gungu et d'autres officiels. Une première dans l'histoire



Le Pr Willy Makiashi

de ce territoire pour lequel le Pr Willy Makiashi s'est investi personnellement pour le tirer des méandres de l'oubli dans la priorisation des intérêts à l'échelle nationale. À noter au passage que l'ex-VPM s'est battu bec et ongles auprès des hautes instances du pays pour obtenir aujourd'hui l'érection du bâtiment abritant la direction provinciale de l'INSS/Bandundu ainsi que l'installation de l'antenne de Gungu. Autant dire que c'est grâce à ses efforts inlassables que l'événement du 27 juillet a été possible.

C'est à la lumière des recommandations du président de la République, Joseph Kabila Kabange, que ce digne fils du terroir, de surcroît l'un de hauts cadres du Parti lumumbiste unifié (Palu) d'Antoine Gizenga, s'emploie depuis qu'il était aux commandes de la vice-primature de l'ETPS, à disposer des solutions idoines pour changer le train de vie des Congolaises

et Congolais en général et ceux de la province du Kwilu en particulier. Le Palu a comme base idéologique, le socialisme démocratique axé sur le bien-être social de la population. À ce propos, Willy Makiashi ne cesse de traduire en acte le vœu du Palu d'assurer le bien-être social des populations. Ses actions sur le plan social ne se comptent plus. Avec l'implantation de l'antenne provinciale de l'INSS à Gungu, il a offert là une réelle opportunité à la frange juvénile du Kwilu principalement à travers la création des centaines d'emplois que cela pourrait générer. La province du Kwilu et sa population en seront assurément les grandes bénéficiaires.

À l'instar de l'INSS, Willy Makiashi s'est battu pour l'ouverture de l'antenne provinciale de l'Office national de l'emploi (Onem) à Gungu dont le déploiement est imminent. L'homme n'est pas à sa première réalisation à Gungu qui

mise sur son dynamisme, son esprit managérial et son sens d'innovation pour se hisser dans le giron des entités de base qui comptent en termes de développement. Cet inconditionnel d'Antoine Gizenga a, par ailleurs, procédé à la distribution des tôles dans autant de secteurs, villages et écoles que compte Gungu. La réouverture de la route nationale n°1 axe Gungu - Lozo - Mukedi - mission Ngashi - Louange/Luhelo pour déboucher sur Tshikapa est aussi à mettre à son actif. L'on peut également épingle l'installation d'un nouveau bac à deux moteurs sur la rivière Louange en amont du pont Louange. En outre, l'installation du réseau Airtel n'a vu le jour en territoire de Gungu et ses environs que sur la base d'un contrat qu'il signa avec Airtel Congo pour le désenclavement communicationnel de Gungu. Ce n'est pas tout.

L'ex-VPM s'est également illus-

tré dans l'érection d'un centre de santé construit à Kinzamba (secteur de Lozo) qui n'attend plus que son inauguration. La construction d'un bâtiment moderne de haute facture au chef-lieu du secteur de Kondo fait aussi partie de ses innombrables réalisations. En outre, plusieurs filles et garçons sont pris en charge dans le cadre d'un partenariat avec une fondation canadienne dénommée « Sève de vie » que dirige l'abbé Jean Chrysostome Zoloshi. Dans la foulée, il y a lieu d'intégrer aussi la prise en charge des élèves du petit séminaire de Laba (diocèse d'Idiofa), du Lycée Siama (diocèse de Kikwit), du collège Ufuta et de la mission catholique Kilembe (diocèse d'Idiofa, territoire de Gungu).

À l'institut d'application Idap, à l'ISP Mukedi et au lycée Mulanda à Ndunda Musenge (territoire de Gungu), Willy Makiashi s'est illustré notamment dans l'appui à toutes les paroisses du diocèse d'Idiofa qui s'étend jusqu'en territoire de Gungu, sans oublier la réfection des dortoirs du lycée Totshi, avec à la clé, la distribution des tôles, des lits, etc. Enfin, ce cadre du Palu est en train d'ériger une station-service dont les matériels et le terrain ont été réunis depuis 2012 à la cité de Mukedi sur la nationale n°1 en récompense à l'accueil sans précédent réservé par la communauté locale au chef de l'État lors de son dernier passage, en transit pour Tshikapa. Toutes ces actions de haute portée sociale traduisent tout l'intérêt que le Pr Willy Makiashi accorde au territoire de Gungu qu'il veut tirer de la pauvreté et du sous développement via des actions sociales de grande envergure portées par un leadership responsable. Un pari qu'il est en train de réussir à force d'abnégation et de volonté.

*Alain Diasso*

**ADIAC**

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

**DIRECTION**

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

**RÉDACTIONS**

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

**RÉDACTION DE KINSHASA**

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

**RÉDACTION DE BRAZZAVILLE**

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominiq Nerplat Makaya

**ÉDITION DU SAMEDI :**

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

**RÉDACTION DE POINTE-NOIRE**

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

**MAQUETTE**

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

**INTERNATIONAL**

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

**PUBLICITÉ ET DIFFUSION****Coordnatrice, Relations publiques :**

Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mounbelé Ngo

**TRAVAUX ET PROJETS**

Directeur : Gérard Ebami Sala

**INTENDANCE**

Assistante : Sylvia Addhas

**DIRECTION TECHNIQUE****(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)**

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

**IMPRIMERIE**

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

**INFORMATIQUE**

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

**LIBRAIRIE BRAZZAVILLE**

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

**GALERIE CONGO BRAZZAVILLE**

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

**ADIAC**

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE KINSHASA

## André Kimbuta dans le viseur !

**Une motion initiée par Jolino Makelele contre le gouverneur de Kinshasa et signée par douze députés provinciaux a été jugée recevable et est en instance d'être examinée en session extraordinaire...**

Il s'appelle David-Jolino Makelele. Ce député provincial de Kinshasa est initiateur d'une interpellation à l'endroit du premier citoyen de la ville André Kimbuta. Jamais ce dernier ne s'est retrouvé dans une situation aussi inconfortable allant jusqu'à mettre en danger son mandat à la tête de la capitale. Tout jusque-là semblait baigner dans l'huile pour ce gouverneur qui aura battu le record de longévité dans une ville qu'il prétend connaître comme le fond de sa poche. C'est, dit-on, grâce à lui que la majorité a toujours son mot à dire dans une capitale où l'opposition paraît - c'est selon -, être solidement enracinée. C'est ce présumé atout qui expliquerait, d'après des analystes, le capital-confiance qu'il continue à jouir dans sa famille politique. Après près d'une décennie passée à la tête de Kinshasa et l'effet d'usure aidant, André Kimbuta commence à embarrasser ceux qui croient le moment venu de changer de titulaire au governorat de Kinshasa. Pourquoi seulement maintenant ? pourrait-on s'interroger lorsqu'on sait que les

griefs brandis sur sa prétendue mégestion ne datent pas d'aujourd'hui.

Jolino Makelele, cadre de l'UNC, déclare avoir suivi à la loupe la gestion de Kimbuta depuis son avènement à la tête de Kinshasa et a conclu que la ville n'est pas gérée. C'est par conviction qu'il a rédigé une requête portant interpellation du gouverneur, laquelle requête se trouverait déjà sur la table du président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Après plusieurs tentatives du genre qui se sont terminées en eau de boudin, cette fois-ci l'Assemblée provinciale entend aller jusqu'au bout de sa logique, indique-t-on. En témoigne l'effervescence qui caractérise plusieurs députés provinciaux décidés de débattre en urgence de la question. Déjà au parfum de cette interpellation, ils attendent de pied ferme la convocation de la session extraordinaire pour discuter du sort d'André Kimbuta qui, à ce stade, est loin d'être scellé. Car la procédure veut que ladite motion quoique jugée recevable par le bureau de l'Assemblée provinciale obtienne le quitus préalable de la plénière avant toute discussion. Et dans l'hypothèse qu'elle soit soumise au vote, certaines langues voient difficilement André Kimbuta s'en sortir, à moins que la majorité décide de resserrer les rangs autour de sa personne, en faisant intervenir



Le gouverneur André Kimbuta Yango

l'arithmétique comme à l'accoutumée lorsqu'il s'agit de sauver un des siens. On n'en est pas encore là !

La requête de Jolino Makelele adressée au président de l'assemblée provinciale de Kinshasa est d'une dizaine de pages. L'auteur s'est employé à démontrer la gestion opaque de la ville de Kinshasa en stigmatisant, entre autres, l'insécurité qui fait de la capitale congolaise aujourd'hui l'une des destinations dangereuses du monde. « La seule évocation du vocable « Kuluna » suffit à décrire cette nouvelle forme de délinquance qui sévit à Kinshasa, et contre laquelle l'action de votre gouvernement semble impuissante. Dites-nous combien de Kuluna la police a-t-elle arrêtés en 2017 et combien ont été déférés devant la justice et condamnés ? », s'est inter-

rogé l'auteur de la motion. Et quid des évadés de la prison centrale de Makala ? Autant d'interrogations qui taraudent l'esprit de Jolino Makelele qui décrit, par ailleurs, l'opacité dans la signature du contrat entre Kinshasa et SPRL Hologramme concernant la sécurisation de certains actes délivrés par la ville et les communes. Quelle est la nature dudit partenariat ou contrat ? A-t-il été conclu conformément aux règles en vigueur en matière de passation de marchés publics. Qui sont les actionnaires ou les membres des organes de direction de cette société ? Des questions que l'incriminé est appelé à répondre.

Dans la foulée, Jolino évoque la gestion hasardeuse des inhumations dans la ville avec, à la clé, la disparition des frais d'inhumation (entre

700 et 2500 dollars) récoltés dans les cimetières privés de Kinshasa, sans les moindres traces dans les livres du Trésor urbain. Des finances à la gestion des services de l'état-civil en passant par le transport en commun, la salubrité, les nuisances sonores, l'hygiène publique, etc., Jolino Makelele trouve à redire. Dans son réquisitoire contre le gouverneur André Kimbuta, il n'épargne aucun secteur. Et cerise sur le gâteau, l'enrichissement jugé illicite du gouverneur qui contraste avec l'impaiement des membres de son cabinet fait également les choux gras du requérant et des députés provinciaux frondeurs qui se retrouvent dans ces pages. Ils tiennent à en découdre avec le chef de l'administration urbaine tout en étant hors mandat.

Alain Diasso

## EST DE LA RDC

## Évasion de la prison de Bukavu, un mort et des blessés

**Une personne a été tuée, quatre autres ont été blessées et une vingtaine de prisonniers ont pris la fuite vendredi lors d'une évasion dans la prison centrale de la ville de Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a déclaré un responsable local.**

« Nous déplorons pour l'instant un mort, quatre blessés graves et jusque-là une vingtaine d'évadés », a dit à la presse le maire de Bukavu, Philémon Yogo, qui s'est rendu à la prison de la capitale du Sud-Kivu, près d'une heure après l'incident. « Deux militaires burundais en détention ont jeté de l'intérieur une grenade qui a détruit le portail de la prison », permettant l'évasion d'une vingtaine de prisonniers, a expliqué le capitaine Dieudonné Kasereka, l'un des porte-parole de l'armée dans la région. Vers 13h30



Prison centrale de Bukavu

(11h30 GMT) des coups de feu ont été entendus en provenance de la prison centrale de Bukavu provoquant la panique et l'arrêt des activités dans la ville, selon plusieurs témoins et le correspondant local de l'AFP. Le 9 juin, à Béné, dans la province voisine du Nord-Kivu, plus de 900 prisonniers s'étaient évadés après une attaque lancée par des inconnus, selon les autorités. Le 17 mai, plus de 4.000 prisonniers s'étaient évadés de la prison de Makala dans la capitale Kinshasa après un assaut.

Ces différentes attaques et évactions interviennent alors que la RDC est minée par une crise politique liée au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat s'est achevé le 20 décembre dernier. L'est de la RDC est déchiré par des violences de groupes armés depuis plus de 20 ans.

AFP

## ATTAQUE DU GRAND MARCHÉ DE KINSHASA

# Les présumés auteurs officiellement présentés par la police

La police nationale congolaise (PNC) a présenté, le 28 juillet, les auteurs présumés des attaques qui ont endeuillé Kinshasa entre mai et juin derniers, ciblant les prisons et cachots, les commissariats de la police et le grand marché de Kinshasa.

Ils étaient au nombre de quinze dont une femme, ces présumés auteurs des différentes attaques ayant endeuillé la ville de Kinshasa entre mai et juillet derniers. Ces délinquants étaient officiellement présentés le vendredi 28 juillet au siège de la police nationale au cours d'une cérémonie furtive et sobre à laquelle ont pris part quelques autorités militaires et politiques du pays. Pour la police, cette présentation consacrait le dénouement en partie de la traque menée contre ces criminels dont certains courent encore les rues. Il s'agit d'un groupe hétéroclite composé des jeunes venus de divers horizons, unis pour le besoin de la cause, et mû par un seul



Les présumés assaillants arrêtés par la police

idéal, celui de mettre Kinshasa à feu et à sang en créant une situation trouble.

À en croire le porte-parole de la police, l'essentiel du groupe est constitué des miliciens de Kamuina Nsapu dont deux venus expressément de Kananga pour assurer les rites initiatiques censés les rendre invulnérables. « Les attaques récentes de Kinshasa sont l'œuvre des criminels recruti-

tés à Kinshasa dans un réseau du mouvement insurrectionnel ayant servi sous le label de Kamuina Nsapu et instrumentalisés par certains politiciens », a martelé le colonel Pierrot Mwanamputu. Certains d'entre ces bandits seraient recrutés parmi les motocyclistes communément appelés « Wewa » en provenance du Kasai où ils s'affichaient sous le label Kamuina

Nsapu. Les combattants de l'UDPS auraient également été identifiés parmi les assaillants, a soutenu le colonel Pierrot Mwanamputu à l'instar de Ben Tshimanga (agent de protocole au secrétariat général de ce parti) présenté comme le cerveau moteur des attaques lancées contre Kinshasa. Ce criminel, d'après la même source, aurait participé à toutes les attaques et c'est lui

qui aurait poignardé mortellement l'administratrice du marché central de Kinshasa Chantal Mboyo. « Tshimanga Ben Tshimanga a affirmé avoir été recruté le 14 mai 2017 par la branche kinoise de la milice de Kamuina Nsapu au siège de l'UDPS à Kinshasa », a révélé le porte-parole de la police.

Des affirmations que l'UDPS rejette et qu'elle met sur le compte de la provocation. « C'est de la provocation pure et simple que d'impliquer l'UDPS dans ces montages. L'UDPS a toujours prôné les méthodes pacifiques. Ces déclarations de la police sont l'œuvre de la famille politique du président Kabila », a aussitôt réagi Augustin Kabuya, porte-parole du parti. Ces malfaiteurs sont accusés d'avoir perpétré les récentes attaques criminelles de la prison de Makala, du Parquet de Matete, du commissariat de la police Funa et du grand marché central de Kinshasa. Ils ont été remis au parquet pour la suite de la procédure jusqu'à l'ouverture des procès.

**Alain Diasso**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## EPSP

# La Mutuelle de santé des enseignants tient son assemblée générale ordinaire

**Des résolutions prises lors de cette rencontre devront notamment apporter les correctifs nécessaires pour mieux orienter l'action de cette structure.**

La Mutuelle de santé des enseignants de l'EPSP (MESP-EPSP) a tenu, 29 juillet, au Centre catholique Ngan-

depuis sa création en février 2010.

Faisant le bilan de six années de l'existence de cette struc-

mille familles d'enseignants à Kinshasa, Lubumbashi, Kiputshi et Mbandaka. « Avec une moyenne journalière d'environ 850 contacts médicaux, la MESP a rendu possible la prise en charge de près d'un million de cas

salutaire que rend la MESP à ses adhérents, la mutuelle traverse, par ailleurs, une période difficile due à la dépréciation de la monnaie nationale. Car, a-t-il expliqué, les cotisations des enseignants qui constituent les ressources de la mutuelle sont toujours perçues en franc congolais et au taux de 930, pour 1 dollar américain (USD). Cette situation a fait que la MESP a perdu près de 55% de son pouvoir d'achat. « Si hier, la subvention du gouvernement valait 1.200.000 USD, avec le taux de 930, aujourd'hui elle vaut 670 mille USD, car le taux est passé à 1800 », a indiqué le président de la MESP. Guy Mafuta a, par conséquent, évoqué la limitation du paquet des soins, pour maîtriser les dépenses de régimes.

notamment apporter les correctifs nécessaires pour mieux orienter l'action de la MESP. De son côté le Ministre de l'EPSP, Gaston Musemena Bongala, a loué le travail de la MESP qui a considérablement contribué à apaiser la tension sociale dans les milieux des enseignants. « Malgré la crise socioéconomique que traverse le pays, le ministère de l'EPSP demeure conscient du rôle qu'il a et qu'il doit jouer dans cette quête du meilleur pour les enseignants et leurs familles, pas seulement ceux de Kinshasa, Lubumbashi, Kiputshi, Kafubu et Mbandaka, mais ceux de toutes les autres villes de la RDC », a souligné le ministre. Gaston Musemena Bongala s'est, par ailleurs, engagé à plaider la cause de l'enseignant au sein du gouvernement. À l'en croire, l'adaptation du salaire de l'enseignant au pouvoir d'achat réel, tel que reconnu par le gouvernement dans le budget 2017, va remettre la pendule à l'heure quant au bon fonctionnement de la MESP.



La salle lors des travaux

da, dans la commune de Kinshamba, son assemblée générale ordinaire (AGO). Il s'agit de la sixième AG de la MESP

ture, son président, Guy Mafuta, a noté que, pendant ce temps, la MESP a pris en charge près de 400

de maladie en six ans d'activités », a-t-il souligné.

À en croire le président Guy Mafuta, en dépit du service

## Une rencontre de tous les enjeux

La pérennité de la MESP, note-t-on, s'est jouée au cours de cette assemblée générale qui a réuni une trentaine des membres dont les anciens ministres de l'EPSP et des syndicats des enseignants. Des résolutions prises devront

**Lucien Dianzenza**

## RECRUTEMENT À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

# Plus qu'une dizaine de jours pour les candidats

**Selon le calendrier du ministère de la Fonction publique, la clôture de la phase de dépôt de candidature va intervenir le 11 août à minuit sur l'étendue du territoire national. Ensuite, les dossiers de candidature ainsi réceptionnés vont faire l'objet d'une étude minutieuse pour vérifier leur conformité aux conditions d'éligibilité. Enfin, il y a l'étape ultime qui concerne l'organisation des épreuves orales et écrites à Kinshasa et dans les chefs-lieux de province du candidat présélectionné. Cette opération va permettre le recrutement de 1 000 jeunes universitaires et de 50 coaches.**

Le ministère de la Fonction publique recrute un personnel compétent dans le cadre de la politique de rajeunissement de l'Administration publique. Premier constat de taille : le processus de recrutement engagé est l'une des plus importantes réformes du pays en termes d'impact et de mobilisation des ressources humaines. Accusant une ancienneté de plus de 30 ans dans les ressources humaines, la Sodeico, une société de placement, apporte toute son expertise à ce projet qui marque une réelle

consolidation du partenariat public-privé dans un secteur aussi stratégique pour la RDC.

Pour recruter ce personnel sur l'étendue du territoire national, le gouvernement compte organiser un concours conforme aux normes statutaires et aux exigences généralement admises au niveau international. Dans le détail de l'opération de recrutement, le programme prévoit la formation des jeunes recrues durant deux mois par les coaches. Par ailleurs, c'est l'une des étapes marquantes

de cette phase de recrutement, les jeunes universitaires recrutés participeront à un stage professionnel de 4 mois dans les administrations publiques sectorielles. Il est important de les tester sur le terrain. En effet, de nombreuses sociétés de placement appuient sans réserve une telle démarche pour répondre de manière de plus en plus efficace aux attentes du marché de l'emploi en RDC. La formation, financée par le gouvernement avec l'appui des bailleurs de fonds, va conduire finalement à l'admission sous statut des jeunes formés par Arrêté du ministre de la Fonction publique. « Seul le candidat ayant rempli les conditions et s'étant classé en ordre utile peut être nommé et affecté dans le ministère ou le service intéressé », précise le ministre.

Au niveau justement des

critères, plusieurs éléments entrent en considération, selon le profil recherché. Pour les jeunes universitaires, il y a d'abord l'obligation d'être détenteur d'un diplôme de licence au minimum, en plus d'avoir la nationalité congolaise. Le candidat doit être âgé de 35 ans au maximum et avoir des aptitudes à travailler au sein de l'administration. Pas de souci pour les candidats qui ont dépassé l'étape de la jeunesse. Le ministère recherche également des candidats coaches détenteurs d'un diplôme de graduat au minimum et âgés de 65 ans au minimum. Le candidat jouissant d'une expérience d'au moins 35 ans à la Fonction publique peut également postuler. Il est inutile de rappeler qu'il doit être de nationalité congolaise et être revêtu du grade de commandement au sein de la Fonction publique. Une formation en coaching et une aptitude

à accompagner et encadrer les jeunes en milieu professionnel représentent autant d'atouts.

Le ministère de la Fonction publique a réaffirmé que le processus de recrutement concerne toutes les 26 provinces. « Les postulants sont tenus de prendre leurs dispositions pour y parvenir quand ils seront convoqués deux jours avant les épreuves », dit le ministère. Ces dernières se tiendront dans le chef-lieu de la province où se trouve le candidat. Une attention particulière est portée sur la candidature féminine, a-t-on appris. Conformément à la loi congolaise, les jeunes universitaires recrutés bénéficieront de tous les avantages prévus par la Loi n°16/013 du 15 juillet 2016 portant Statuts des agents de carrière des services publics de l'État.

**Laurent Essolomwa**

## FOOT-C1 EUROPÉENNE

## Mbokani et Kabananga, buteurs aux préliminaires

Dieumerci Mbokani Bezua et Junior Kabananga Kalonji ont idéalement débuté leur campagne européenne, buteurs chacun avec son club aux préliminaires de la Ligue des champions d'Europe. Mbokani a marqué avec Dynamo Kiev contre Young Boys, et Kabananga a fait la même chose avec FK Astana.



Mbokani en duel avec Kevin Mbabu

C'est déjà le début de la saison sportive en Europe avec les préliminaires de la Ligue des champions. Et deux internationaux congolais ouvrent déjà leur compteur-but. Revenu au Dynamo Kiev après son transfert raté à Olympiakos de Pirée en Grèce, Dieumerci Mbokani fait parler la poudre depuis les matchs amicaux et avec un but marqué au championnat ukrainien qui a repris.

Et il n'a pas raté son premier match européen, le club uk-

rainien jouait, le 26 juillet, contre la formation de Young Boys de Berne où évolue le jeune défenseur Kévin Mbabu, né d'un père Suisse et d'une mère de souche RD-congolaise il y a 22 ans. Et Dynamo l'a emporté par trois buts à un. Mbokani a inscrit l'un de trois buts de Dynamo Kiev.

L'autre buteur RD-congolais de la soirée du 26 juillet, c'était l'attaquant Junior

Kabananga Kalonji, alias « Okocha », du FK Astana de Kazakhstan. Son club a battu à domicile le Legia Varsovie de Pologne par la même marque de trois buts à un. Et l'attaquant des Léopards de la RDC a ouvert la marque pour son club à la 36e minute, étant par ailleurs passeur décisif au cours de cette partie.

C'est donc bien parti pour les deux attaquants inter-



Junior Kabananga Kalonji après le match Astana contre Legia Varsovie

nationaux congolais qui naturellement misent tous les deux sur une qualification à la Coupe du monde de football prévu en Russie pour 2018. L'année 2017 sera charnière pour eux et bien d'autres comme Cédric Bakambu, Benik Afobe, Jérémy Bokila afin de figurer sur le short-list du sélectionneur

Florent Ibenge d'abord lors des rencontres des éliminatoires contre la Tunisie, la Libye et la Guinée, ainsi que les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2019 avec déjà une première victoire obtenue contre les Diables rouges du Congo Brazzaville.

**Martin Engimo**

## JEUX DE LA FRANCOPHONIE - FOOT

## La RDC privée de la finale par le Maroc

Les Léopards U20 de la RDC ont été privés de la finale du tournoi de football des huitièmes Jeux de la Francophonie, le 28 juillet, au stade Félix-Houphouët-Boigny à Abidjan par les Lionceaux d'Atlas du Maroc.

*avoir des joueurs qui sont prêts pour l'équipe A, c'est le but des catégories des jeunes, je le répète tout le temps...», dé-*



La RDC U20 à Abidjan (photo Léopardsfoot.com)

Les jeunes poulains d'Éric Tshibusu Ike ont pourtant livré une partie de facture, péchant surtout au niveau de la finition. Les deux attaquants Nathan Nsumbuka et Chadrac Muzungu Lokombe n'ont pas été efficaces dans la surface de réparation marocaine. Le but assassin des Lionceaux a été inscrit par Hamza Hannouri à la 84e, lui qui venait de monter quelques minutes seulement sur le terrain à la place de Bari. Il a réussi à se démarquer de la défense à trois d'Éric Tshibusu et de glisser le ballon entre les jambes du gardien de but Jackson Lunanga, of-

frant de fait la place de finale au Maroc au sein duquel on a retrouvé un jeune prometteur meneur de jeu, Kiyini Sofiane qui joue à Chievo Verone en Italie.

Même s'ils n'ont pas pu avoir une médaille d'or ou d'argent, les Léopards de moins de 20 ans ont fait montre de maturité dans le jeu, et constituent un bon vivier pour les Léopards seniors. Et c'est du reste le but de cette équipe, tel que le rappelle assez souvent le sélectionneur de ces jeunes Éric Tshibusu. « ...Nous étions venus ici dans le but de faire évoluer les jeunes, de les former pour que nous puissions

clarait-il en exclusivité au Courrier de Kinshasa. Somme toute, le fait d'atteindre la demi-finale des Jeux de la Francophonie est une expérience importante pour l'équipe entraînée par Éric Tshibusu, en vue des échéances futures.

L'on rappelle que la Côte d'Ivoire s'était offert l'autre place finaliste en battant le Mali par deux buts à un au terme d'une partie fort disputée sur le plan du rythme et d'engagement physique. Et la petite finale devrait opposer, le 30 juillet, la RDC au Mali.

**M.E.**

## La RDC avec deux médailles en or

La RDC occupe la douzième position au classement des médailles des huitièmes Jeux de la Francophonie alors que les champions devraient s'éteindre le 30 juillet.



Makorobondo, médaille d'or au marathon

Le Congo démocratique a remporté une médaille en or par le marathonien Diemerci Makorobondo Salukombo et une deuxième en culture par l'entremise de Moussoki Mitchum en contes et cointeurs. La lutteuse Ania Mabunga Menga s'est offert une médaille de bronze dans la catégorie de moins de 69 kg, alors que la judokate Carole Imongo a remporté, elle aussi, une médaille de bronze chez les moins de 78 kg.

Les Léopards football U20 étaient à la recherche d'une médaille de bronze contre les Aiglons U20 du Mali le dimanche alors que le journal était déjà sous presse. Avant la clôture des jeux, la France menait déjà au nombre des médailles glanées avec un total de quarante-sept, dont vingt et un en or. Le Canada disposait déjà de trente-cinq médailles dont douze en or, et avant la finale contre la Côte d'Ivoire en football, le Maroc comptait déjà quarante médailles dont douze en or, se classant troisième.

**M.E.**

## MALI

## Passation de commandement à EUTM

Le QG de la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM Mali), à Bamako a servi de cadre pour la cérémonie de passation de commandement entre deux généraux belges, Peter Devogelaere et Bart Laurent.

le général Peter Devogelaere a remis le flambeau à son collègue Bart Laurent. « Je me suis engagé à maintenir le bon cap pris par mes prédécesseurs. Nous continuerons à soutenir le Mali dans sa reconstruction et la formation de ses forces armées » a assuré le nouveau commandant de mission Bart Laurent. Le directeur de la capacité militaire de planification et de conduite (MPCC), le général Esa Pulkkinen a remercié le général Peter Devogelaere pour le travail abattu. « *Durant votre temps en tant que commandant, EUTM Mali a fait des progrès considérables. Vous avez été très actif (...) et vous vous êtes assuré que la mission soit impliquée dans tous les forums importants* », a-t-il dit.

Un vibrant hommage a été rendu au soldat portugais tué lors de l'attaque terroriste sur Le Campement à Kangaba, près de Bamako. Durant la cérémonie, plusieurs officiers et des services de sécurité maliens, ont reçu la médaille de soutien à la Politique européenne de sécurité et de défense commune (PSDC), ainsi qu'un Certificat de recommandation.

Noël Ndong

## Changement de statut de l'AFD et une AFD en «action»

Suite à la demande de l'Agence française de développement (AFD) en vue du changement de son statut d'établissement de crédit au statut de société d'établissement, la Banque centrale européenne (BCE) a confirmé que l'AFD devient une société de financement.

L'AFD informe que ce changement de statut n'affecte pas son statut d'établissement public industriel et commercial (Epic) en droit français, et sa mission comme ses objectifs restent inchangés.

Dans « Panorama » son dernier rapport annuel, l'AFD présente quelques-uns de ses projets emblématiques.

L'Agence est revenue sur le financement du développement durable, notamment le climat. L'AFD a annoncé qu'elle « devient plus puissante, plus agile, plus partenariale » avant l'enregistrement de nouveaux pays, de nouvelles responsabilités, l'alliance stratégique avec la Caisse des dépôts...

L'ambition de ce rapport est de « faire découvrir cette nouvelle phase de la vie de l'AFD. Une AFD en mouvement, une AFD en action, une AFD qui ne peut être mieux résumée que par les femmes et les hommes qui en sont les acteurs ».

N.Nd.

## LIBYE

## Les proches du maréchal Haftar expulsent des diplomates soudanais

**Les dirigeants basés dans l'Est de la Libye ont fait savoir jeudi que le consul et onze diplomates et agents du consulat soudanais de Koufra, « déclarés persona non grata », avaient « 72 heures pour quitter le territoire libyen ».**

Justifiant cette mesure dans un communiqué, le « gouvernement provisoire » que dirige le maréchal Khalifa Haftar a indiqué que l'expulsion des diplomates soudanais basés dans le sud a été ordonnée parce qu'ils sont accusés « d'atteinte à l'autorité de l'Etat » ; « les activités des agents du consulat » portent « atteinte à la sûreté nationale libyenne », ont précisé les autorités de l'Est

de la Libye.

Réagissant à cette décision, Khartoum a convoqué l'ambassadeur libyen mais celui-ci représentant le gouvernement d'union nationale a indiqué que le secteur de Koufra n'était pas sous le contrôle de son gouvernement.

Les autorités de l'Est contestent l'autorité du gouvernement d'union nationale, dirigé par Favez al-Sarraj, basé dans la capitale Tripoli et soutenu par la communauté internationale. Les forces proches du maréchal Haftar contrôlent une grande partie de l'Est du pays, ainsi que des territoires dans le Sud du pays comme le secteur de Koufra.

La Libye a sombré dans le chaos

après la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011, avec des violences entre milices et des luttes de pouvoir. Le Soudan reconnaît le gouvernement d'union nationale et prend souvent part aux réunions des pays voisins de la Libye en vue de trouver une solution à la crise dans ce pays. Et sa position sur la Libye est connue puisque les responsables soudanais accusent régulièrement le maréchal Khalifa Haftar de faire recours à des rebelles soudanais du Darfour pour combattre en Libye. De son côté, Khalifa Haftar accuse Khartoum de soutenir des « groupes terroristes » qui le combattent.

Nestor N'Gampoula

## L'ONU soutient l'engagement des deux principaux protagonistes

Le Conseil de sécurité des Nations unies a rendu public jeudi un communiqué dans lequel il approuve la déclaration conjointe adoptée mardi en France par le Premier ministre libyen, Favez al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar.

Dans le but de sortir leur pays du chaos après six ans de conflits internes, ces chefs libyens ont appelé mardi en région parisienne à un cessez-le-feu et à l'organisation des élections. C'était à l'issue d'une rencontre à l'initiative du président français Emmanuel Macron. « Les

membres du Conseil poussent tous les Libyens à soutenir une solution négociée, une réconciliation nationale, et un cessez-le-feu immédiat, comme l'appelle la déclaration », explique le communiqué des Nations unies. La Russie et l'Égypte, deux membres du conseil qui soutiennent le maréchal Haftar ont tout aussi joint leurs voix à celles des autres pour saluer le geste des principaux protagonistes de la crise libyenne.

N.N'G.

## CACOGES

## Cabinet d'Audit et de Conseil en Gestion

## SEMINAIRES DE FORMATION

Le Cabinet CACOGES organise à Brazzaville en République du Congo du 07 Août au 7 Septembre 2017, un séminaire de formation portant sur les Contrats de partage de production (CPP) et le Nouvel Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière (AUDCIF).

## Résumé

Le séminaire aborde les changements majeurs opérés dans le nouvel acte uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière. Ces changements qui épousent les fondements de la comptabilité anglo-saxonne entérinent la mutation de la comptabilité générale vers la comptabilité financière. Les travaux du séminaire illustreront donc les différences de traitements comptables qu'impose le nouveau référentiel, avec des exemples, applications et cas pratiques. La conversion du reporting OHADA vers les IFRS (normes internationales) et les travaux essentiels liés à la consolidation et la combinaison des comptes seront également couverts. Le nouveau référentiel entre en vigueur le 1er janvier 2018 pour les comptes personnels et sociaux des entités, et le 1er janvier 2019 pour les comptes consolidés, les comptes combinés et pour les entreprises tenues de présenter leurs états financiers aux normes

IFRS (entreprises cotées et entités procédant à un appel public à l'épargne).

## Les différents modules au programme sont :

- Module 01 : Cadre conceptuel de l'amont pétrolier
- Module 02 : Fondamentaux du Contrat de partage de production
- Module 03 : Mécanismes de la répartition de la production
- Module 04 : Fondamentaux de la fiscalité pétrolière
- Module 05 : Fondamentaux de la consolidation
- Module 06 : Elimination des titres
- Module 07 : Les impôts différés
- Module 08 : L'approche par composant (SYSCOHADA révisé)
- Module 09 : La dépréciation des immobilisations (IAS 38)
- Module 10 : Les contrats plu exercices (SYSCOHADA révisé)
- Module 11 : La réévaluation des bilans
- Module 12 : Le crédit-bail
- Module 13 : Les états financiers (SYSCOHADA révisé)
- Module 14 : Les changements sur les traitements comptables (SYSCOHADA révisé)
- Module 15 : Le cadre conceptuel (SYSCOHADA révisé)

Pour plus de renseignements, informations et/ou inscription, contacter :

## BRAZZAVILLE

Immeuble 7 Eucalyptus, 2<sup>e</sup> Etage, Entrée 201  
Av. de la liberté,  
Résidence, Les Flamboyants - En face de l'hôpital militaire  
Tél. : 06 989 06 06  
République du Congo

## PAR MAIL ET TÉLÉPHONE

serge.akamandeli@cacoges.cg  
(06 510 64 91)  
cacoges@gmail.com  
raydine.magnongui@cacoges.cg  
r.magnongui@gmail.com (06 989 06 06)

## CONGO-CHINE

# Un navire-hôpital chinois attendu à Pointe-Noire

D'ici la fin de l'année, un navire-hôpital de la marine chinoise dénommé, « Arche de paix » accostera pour la première fois au port autonome de Pointe-Noire, dans le cadre d'une tournée humanitaire et médicale, a annoncé l'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang lors d'une réception organisée le 27 juillet dernier à l'occasion de la célébration du 90ème anniversaire de l'Armée populaire de libération de la Chine (APL).

L'ambassadeur de Chine a précisé qu'il s'agit d'un navire-hôpital de plus de 10.000 tonnes, conçu et construit par la Chine, ayant à son bord 300 lits, 8 salles d'opération, des équipements et matériels aux normes d'un établissement médical de niveau tertiaire. C'est une plateforme chinoise de dernière génération, spécialisée dans les secours médicaux en mer.

« Le séjour au Congo de ce navire-hôpital sera une visite de paix, d'amitié et pour le bien-être des populations congolaises. Nous espérons et nous en sommes persuadés que cette visite apportera une contribution majeure à la promotion des échanges et de

la coopération militaire mul-

tidimensionnels et plurisectoriels entre nos deux pays », a déclaré Xia Huang.

La soirée étant consacrée à la célébration du 90<sup>e</sup> anniversaire de l'APL de la Chine, l'ambassadeur qui s'exprimait devant un parterre d'invités composés

en majorité des hommes en uniforme, a tout d'abord décrit le parcours historique de cette armée en lui rendant en même temps un vibrant hommage.

« L'APL, forte de ses 90 ans de parcours glorieux, sous la bannière de cette voie de dévelop-

faite, a-t-il dit, par le président Xi Jinping en 2015 lors du sommet de l'ONU sur le maintien de la paix. « La Chine appuie activement les pays du Golfe de Guinée dans leurs efforts conjoints pour mieux gérer la sûreté et la sécurité mari-



Une vue des invités (crédit photo adiac)



L'ambassadeur de Chine (crédit photo adiac)

## Petit déjeuner-débat

Le 4 août 2017 à Pointe-Noire

Le 8 août 2017 à Brazzaville

pwc



### Problématique de structuration du salaire et incidences fiscales et sociales

Chère Madame, Cher Monsieur,

Le salaire représente l'une des charges les plus importantes de l'entreprise. Il focalise l'attention, à plus d'un titre, à la fois de l'entreprise elle-même, des salariés que des différentes administrations appelées à connaître des rémunérations des salariés à un titre ou à un autre (administrations fiscale et sociale).

L'attention particulière dont le salaire fait l'objet habituellement, l'est encore davantage en période de crise comme celle que traverse actuellement le Congo.

Fixé avant ou au moment de l'embauche des travailleurs, le salaire demeure au centre des préoccupations des deux partenaires au contrat de travail tout au long de la vie active des travailleurs au sein de l'entreprise, notamment pour s'assurer de la cohérence de sa structure ou de sa maîtrise.

En pratique, il est souvent observé des disparités incohérentes des niveaux de rémunération, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner, en termes de frustrations voire de démotivation des employés. L'absence d'une bonne structure du salaire alourdit et complique la gestion des ressources humaines, perturbe la maîtrise de la masse salariale, et constitue une source de revendications salariales voire de contentieux. Une mauvaise structuration du salaire peut être aussi à l'origine des redressements en matière d'impôts et de cotisations assis sur les salaires.

La maîtrise de la structuration du salaire apparaît donc comme un objectif recherché parce que concourant à la paix sociale en même temps qu'à la sécurisation juridique, fiscale ou sociale.

C'est dans ce cadre que le Cabinet PricewaterhouseCoopers Tax & Legal organise un petit déjeuner débat sur le thème susvisé.

Les responsables d'entreprises, les professionnels du droit, de la fiscalité, des ressources humaines et toutes personnes intéressées sont massivement invités à y prendre part pour échanger avec nos spécialistes.

En attendant la fixation du lieu de déroulement de cette formation, vous êtes priés de bien vouloir d'ores et déjà réserver votre place.

N.B. Vos frais de participation se présentent comme suit :

- Une (1) personne : **200 000 F CFA**
- Deux (2) personnes : **350 000 F CFA**
- Trois (3) personnes : **500 000 F CFA**
- Quatre (4) personnes : **600 000 F CFA**

A cet effet, vous pouvez contacter pour tous renseignements, l'une des adresses suivantes :

[eynardine.nkounkou@cg.pwc.com](mailto:eynardine.nkounkou@cg.pwc.com)  
[laurecite.boukondzo@cg.pwc.com](mailto:laurecite.boukondzo@cg.pwc.com)  
[marlene.massamba@cg.pwc.com](mailto:marlene.massamba@cg.pwc.com)

Tél. : +242 06 658 50 73  
 06 650 85 68  
 06 636 62 79



pement pacifique se déclare déterminée à œuvrer toujours davantage et de manière agissante pour la défense de la sécurité de la Chine et le maintien de la paix dans le monde », a-t-il ajouté.

Il a en outre souligné les relations de fraternité existant entre l'APL de Chine et les Forces armées congolaises (FAC) depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Pour preuve, il a cité des réalisations de grande importance parmi lesquelles, les travaux de réaménagement et d'agrandissement de l'Académie militaire Marien Ngouabi.

Avec les forces armées africaines, le diplomate chinois a indiqué que « l'APL œuvre pour nouer et développer des rapports militaires de non alliance, de non-hostilité envers une tierce partie. La Chine préconise fermement et depuis toujours une solution africaine conforme à l'approche africaine au problème africain. Elle s'engage constamment et avec un apport constructif dans le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique ».

Le diplomate chinois a aussi rappelé l'engagement pris par son pays d'accorder à l'Union africaine (UA), dans les cinq ans à venir, une aide militaire sans contrepartie de 100 millions de dollars américains pour la soutenir dans la création d'une force africaine en attente et d'une autre force de réaction rapide aux différentes crises en Afrique. Cette annonce avait été

times dans la région », a soutenu l'ambassadeur Xia Huang. S'exprimant au nom des FAC, le ministre de la défense, Charles Richard Mondjo a renouvelé la gratitude des autorités congolaises à la Chine pour « sa constante sollicitude et pour les multiples actions en faveur du peuple congolais ».

Pour lui, l'action humanitaire qu'envisage de réaliser la marine chinoise à travers son navire-hôpital à Pointe-Noire est parfaitement en adéquation avec cette ligne directrice. « Nous sommes en droit d'affirmer que la coopération entre nos deux pays a toujours visé le bien-être de nos peuples respectifs et la sécurité dans le monde », a-t-il signifié.

« Nous pouvons réaffirmer que nos relations sont aujourd'hui à leur meilleure forme et tournée vers l'avenir. La volonté partagée de nos chefs d'Etat : les présidents Xi Jinping et Denis Sassou N'Guesso est de raffermir les liens multiformes unissant nos deux pays et cela est fortement illustré dans le cadre du partenariat stratégique à travers une coopération plus active et mutuellement avantageuse », a renchéri le ministre de la défense.

En plus des photos affichées pour la circonstance, les invités ont eu droit, pendant une demi-heure à la projection d'un film intitulé, « l'Armée Populaire de Libération d'aujourd'hui », un film qui retrace brièvement l'histoire de cette armée.

Yvette Reine Nzaba



## AFRIQUE

## Les pays membres du FSA invités à éponger leurs redevances

Au cours de leur assemblée générale annuelle, les pays membres du Fonds de solidarité africain (FSA) ont été invités à payer leurs redevances de l'ordre de 22,5 milliards FCFA.

« Le Sénégal s'engage à verser 500 millions FCFA sur ses deux milliards de redevances dues au FSA. Et d'ici à octobre, nous apurerons toutes nos redevances au Fonds. Ce faisant, nous invitons tous les pays membres à éponger leurs redevances vis à vis de ce fonds qui a renoué avec les exercices bénéficiaires depuis 2015 », a lancé le ministre sénégalais du Budget, Birima Mangara, en marge de l'ouverture de l'assemblée générale 2017 du FSA. Pour sa part, le directeur général du FSA, Amadou Abdoulaye Diallo, a noté qu'il y a « une volonté inébranlable et décisive des ministres des Finances des pays membres du Fonds à éponger leurs redevances ». Il dit espérer un versement d'au moins de 10 milliards FCFA avant fin 2017. Selon lui, le total bilan 2016 du FSA s'élève à 63 milliards FCFA, dont 17 milliards FCFA pour les fonds propres effectifs et 3,54 milliards FCFA de bénéfices.

L'assemblée générale du Fonds de solidarité africain a été organisée en collaboration avec le gouvernement du Sénégal et les trois principaux ensembles économiques africains, à savoir la CEDEAO, la CEEAC et le COMESA. Il s'est agi, pour les Etats membres de se pencher sur la situation financière de l'organisation qui commence à renouer avec des résultats positifs, depuis 2015.

Créé en décembre 1976, le FSA a pour mission de faciliter le développement économique de ses Etats membres africains en jouant le rôle de catalyseur des systèmes financiers en vue de permettre aux Etats et aux entreprises publiques et privées, d'une part, l'accès aux crédits destinés à financer des projets d'investissements productifs, et d'autre part, en leur facilitant la mobilisation de l'épargne locale et extérieure notamment par des interventions en garantie sur les marchés financiers.

Le FSA compte actuellement quatorze Etats membres dont huit pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo), trois pays de la CEMAC (Gabon, RCA, Tchad) ainsi que trois pays du COMESA (Burundi, Ile Maurice et Rwanda).

L'actionnariat du FSA regroupe ainsi les trois principaux ensembles économiques africains, à savoir la CEDEAO, la CEEAC et le COMESA.

Yvette Reine Nzaba

## INSÉCURITÉ EN CENTRAFRIQUE

## Jean-Pierre Lacroix met en garde contre la dégradation de la situation

Après la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire à Bangassou, le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, a averti que l'intensification des attaques contre les civils et les Casques bleus risque de faire basculer la situation.

Jean-Pierre Lacroix a rendu hommage aux 13 soldats de la paix qui ont perdu leur vie depuis le début de l'année à la suite d'attaques les visant, dont neuf à Bangassou et les environs. Lors de la rencontre avec le Conseil de sécurité sur la République centrafricaine (RCA), le secrétaire général adjoint s'est également dit préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire dans la ville frontalière de Zemio, à 290 km à l'est de Bangassou, avec le risque de nouveaux affrontements entre la communauté musulmane et des éléments affiliés aux anti-Balaka, qui avaient déjà conduit au déplacement de plus de 22.000 civils.

La situation sécuritaire dans la ville de Bria, dans le nord du pays, reste fragile. Le départ des forces ougandaises et américaines de la partie orientale du

pays, ce printemps, a créé un vide menant à l'émergence de groupes hostiles d'auto-défense. L'aggravation de la situation humanitaire inquiète. Depuis l'année dernière, le nombre de per-

« L'absence de progrès tangibles dans le processus de paix risque d'aggraver davantage la situation »

sonnes déplacées à l'intérieur du pays a augmenté de près de 40% alors que les attaques contre le personnel humanitaire, les convois et les infrastructures se sont intensifiées. Pour stabiliser la situation, la Minusca entend renforcer la sécurité à Bangassou avec le redéploiement de Casques bleus supplémentaires. Objectif : arrêter les attaques

contre les personnes déplacées, permettre la fourniture d'une aide humanitaire et faire face à la menace des groupes affiliés aux anti-Balaka.

Cependant, Jean-Pierre Lacroix a souligné qu'une solution militaire au problème des groupes armés ne suffirait pas à remédier aux causes profondes du conflit. « L'absence de progrès tangibles dans le processus de paix risque d'aggraver davantage la situation », a-t-il affirmé, avant de souligner l'importance de l'opérationnalisation de la feuille de route du 17 juillet et de donner la priorité à la mise en œuvre du cessez-le-feu convenu dans l'accord de Rome du 20 juin.

Pour ce haut fonctionnaire, les autorités centrafricaines doivent favoriser la réconciliation nationale. Au cours des dernières semaines, la Minusca a entrepris une série de visites avec les autorités nationales à Bangassou et Zemio pour promouvoir la réconciliation.

Josiane Mambou Loukoula

## SECTEUR MARITIME

## L'ARSTM célèbre ses 30 ans d'existence

La ville d'Abidjan en Côte d'Ivoire abrite du 31 juillet au 4 août prochain, les festivités du 30ème anniversaire de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (ARSTM). Cet événement sera organisé sous le parrainage du chef de l'Etat congolais Denis Sassou N'Guesso.

Créée en 1987, l'ARSTM a déjà formé plus de 8000 cadres africains. Elle a accueilli cette année quelque 612 apprenants ressortissants de plusieurs pays du continent. L'ARSTM est une institution régionale chargée de la formation maritime, industrielle, portuaire, ainsi que des questions de sûreté et de sécurité en mer des pays d'Afrique francophone.

Il s'agit notamment des pays tels l'Afrique de

l'ouest et du centre dont huit sont membres du conseil d'administration de l'ARSTM à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, le Gabon, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Togo et la République démocratique du Congo (RDC).

Les Etats membres de l'ARSTM appartiennent à l'Organisation maritime d'Afrique de l'ouest et du centre (OMAOC). Le programme des festivités du 30ème anniversaire de l'ARSTM prévoit des journées portes-ouvertes le 31 juillet prochain.

Il est également prévu une journée scientifique qui sera placée sous la thématique : « les enjeux de l'économie bleue dans le développement des Etats du Golfe de Guinée ».

Rock Ngassakys

## AVIS DE RECHERCHE

La famille Ngokana recherche mademoiselle Ngokana Deysy Elseve qui a quitté la maison il ya belle lurette et demande à tous ceux qui la connaissent et l'ayant vue de bien vouloir contacter sa famille aux numéros ci-après :  
-06 668 37 06  
-05 588 15 17



**LES MEILLEURES FORMATIONS**

**Réseau et Système**

**100% pratique**

- Gérez les serveurs virtuels en entreprise
- Gestion Internet en entreprise
- Devenez Expert en maintenance informatique et réseau
- Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente
- Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)
- Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

**KD Computer**

06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)  
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

## SECOND TOUR DES LÉGISLATIVES 2017

## Les observateurs de l'UA présents dans les 47 circonscriptions

Selon un communiqué de presse rendu public le 30 juillet, la mission d'observation de l'Union africaine(UA), conduite par M. Diango Sissoko, a déployé ses observateurs dans les quarante-sept circonscriptions électorales concernées par le second tour du scrutin, sur l'ensemble du territoire national.



Diango Sissoko (à gauche)Adiac

Forte de trente-cinq observateurs provenant de vingt pays d'Afrique, la mission s'est engagée à réaliser une observation honnête, indépendante, professionnelle et impartiale des dites élections, en insistant sur la régularité, la transparence, l'équité et le bon déroulement des opérations.

La mission a promis de rencontrer les autorités politiques du Congo, les responsables des forces de défense et de sécuri-

té, les institutions en charge des élections, les partis politiques, les médias, les responsables d'organisation de la société civile et les représentants de la communauté internationale présents au Congo. La mission interagira également avec les autres missions d'observation déployées sur le terrain.

La mission observera, selon le communiqué, le déroulement du second tour des législatives conformément aux dispositions

pertinentes des instruments de l'UA régissant l'observation des élections, à savoir : la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance visant à renforcer les institutions et les processus électoraux en Afrique et à promouvoir la conduite d'élections équitables, libres et transparentes ; la déclaration de l'OUA/UA de 2002 sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique ; les Directives de l'UA de 2002 pour les missions d'observation et de suivi des élections ; le mécanisme africain d'évaluation par les pairs, ainsi que le cadre légal national applicable à l'organisation des élections législatives et locales au Congo.

Notons que la mission d'observation du second tour des législatives est arrivée au Congo le 26 juillet et y séjournera jusqu'au 6 août. Ces observateurs proviennent des pays ci-après : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ile Maurice, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie.

Roger Ngombé

## Henri Bouka insiste sur le rôle du député

Au cours d'une communication délivrée le 30 juillet à Brazzaville, le président de la commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka a rappelé le rôle du député qui se résume à voter les lois.



Henri Bouka (Adiac)

Sans la loi, a-t-il déclaré, la vie en commun, au sein d'une nation ou de l'Etat, serait invivable et intenable. « La règle, facteur d'ordre, de sécurité pour tous, de paix, de respect de l'autre, de développement tous azimuts, d'espoir et de progrès pour chacun et pour tous, c'est la loi, œuvre du député. C'est en effet le député qui vote les lois sur la citoyenneté, les droits civiques et l'exercice des libertés publiques », a-t-il indiqué.

C'est le député, a-t-il poursuivi, qui vote toutes les lois qui régissent la vie multiforme de l'Etat. C'est encore lui, insiste-t-il, qui, en

notre nom, et pour notre compte, contrôle l'action des gouvernants. Le président de la CNEI a appelé les électeurs à être plus motivés contrairement au premier tour du scrutin. « Au premier tour, nous ne nous sommes pas beaucoup déplacés pour aller faire le choix de nos députés dont la mission, en notre nom, et pour le bien de la nation tout entière, est de voter des lois », a souligné Henri Bouka. Ainsi, il a expliqué que « se désintéresser de l'élection comme certains semblent le manifester, d'une élection à une autre, est une manière de se désintéresser de l'avenir du Congo, donc une manière de nous désintéresser de notre propre destin ».

Aux candidates et candidats, Henri Bouka a rappelé que les contestations électorales devraient se faire suivant les procédures légales de recours et non, a-t-il poursuivi, par les moyens déloyaux tels que la casse du matériel et l'agression du personnel électoral. « C'est pourquoi je vous exhorte, mesdames et messieurs les candidats, à faire que le civisme de chacun d'entre nous soit plus fort que certaines velléités et pulsions qui sont en nous », a dit le président de la CNEI. Notons qu'il y a eu 47 circonscriptions électorales concernées pour le second tour soit 94 candidats restés en lice.

R. Ng.

### LE FAIT DU JOUR

## Opération réparation

Pour ce qui est du pas franchi par la diplomatie française, le 25 juillet, au sujet de la crise libyenne, il y a lieu de dire, il était grand temps. Six ans jour pour jour, après l'éclatement de la guerre civile en Libye envenimée par l'intervention française suite à la volonté d'en découdre de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, c'est à Emmanuel Macron, son deuxième successeur après François Hollande, qu'il revient la mission de réparer les préjudices, d'assurer « le service après-vente » comme le réclamait depuis toujours le chef de l'Etat tchadien, Idriss Deby Itno, dont le pays partage une large frontière avec la Libye.

En réunissant les frères ennemis libyens alors que leur pays continue de se déchirer, le président français allume les signaux d'espoir attendus depuis trop longtemps. Il est vrai qu'avant lui, dans la même quête

d'une solution de sortie de crise, l'Union africaine en particulier était sur la brèche, là aussi depuis bien longtemps. Elle essaye de faire comprendre aux belligérants qu'ils gagneraient à s'asseoir autour d'une table pour sceller la réconciliation nationale et garantir l'avenir de leur pays.

Dans le cadre de cette médiation de l'UA, le comité de haut niveau, à l'œuvre depuis lors n'a cessé d'appeler la communauté internationale à l'aide, sachant que les puissances qui en constituent le noyau décisionnel ont un mot à dire à la fois sur le comportement des parties libyennes, et sur la mise en œuvre d'un cessez-le-feu. A Brazzaville, où il recevait le 27 janvier dernier entre autres acteurs le président de conseil du gouvernement libyen, Fayez al Sarraj, comme à Abu Dhabi (Emirats arabes unis) où il a rencontré le général Khalifa Aftar, le 23 mars, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, médiateur de l'UA, a perçu la vo-

lonté des Libyens d'en finir avec la guerre.

Faut-il ne pas se féliciter de voir la France inciter les Libyens à conclure un engagement ferme pour la paix ? Faut-il s'essayer à distribuer les points en désignant les bons et les moins bons négociateurs ? Ce serait perdre du temps inutilement. Au regard des malheurs qui s'abattent sur leur pays, les Libyens ne désirent qu'une chose : guérir de la guerre une fois pour toutes. Ceci passe par le dialogue bien sûr, mais aussi par l'arrêt des ventes d'armes à des groupuscules incontrôlables qui s'en procurent sans doute hors d'Afrique ; ceci passe par le rejet de préjugés et la mise en commun de toutes les initiatives qui concourent à la fin de la crise.

Car si la Libye se stabilise, la vaste région sahélo-saharienne devenue

la plaque tournante des trafics en tous genres, un coin de villégiature pour les terroristes de tout acabit, un asile pour clandestins en partance pour l'Europe, se transformera en un havre de paix où il fera bon vivre malgré une météo habituellement dure.

Ce qui est vrai, au début des bombardements sur la Libye qui amplifièrent la guerre civile et installèrent le chaos, des voix africaines autorisées avaient appelé en vain l'attention de ceux qui se félicitaient des performances de leurs avions de chasse dernier cri : vous allez provoquer la misère, fabriquer des monstres, défigurer la Libye et ses voisins et ne serez pas à l'abri des désordres qui en découleront. On n'a pas voulu les écouter. Revenons donc au bon sentiment et le monde s'en portera mieux, du moins au départ de la Libye.

Gankama N'Siah

## LÉGISLATIVES 2017

## Les électeurs de Madibou mobilisés pour le second tour

**Le deuxième tour des élections législatives s'est tenu le 30 juillet à Madibou dans le 8ème arrondissement où les électeurs se sont mobilisés pour accomplir leur devoir civique.**

Dans le premier bureau de vote situé dans l'enceinte de l'école primaire de Mafouta, l'un des chefs de bureau a laissé entendre que : « le centre a ouvert à 8h00 et le

public leur a demandé de rentrer après avoir voté, alors qu'ils voulaient y rester pour assister au dépouillement du vote.

Au niveau du troisième centre de vote situé dans l'enceinte du CEG de Mantsimou, le président du bureau de vote n°2, Isidore Missidimbanzi a expliqué : « Nous avons démarré à 7h00. Mais avant cela, nous nous sommes retrouvés avec les assesseurs pour la



Quelques électeurs dans un centre de vote

premier votant est passé à 8h07 minutes. Les électeurs viennent à compte-goutte et tout se passe très bien ».

Un électeur rencontré dans la cour du centre s'est dit lui aussi satisfait de venu accomplir son devoir civique. « Je suis très content. J'ai respecté mon devoir civique », a-t-il déclaré.

A l'école primaire Nkouka Bous-sombou situé à environ 2 km du premier centre, on a vu des électeurs quelque peu surchauffés. Certains d'entre eux se disent mécontents du fait que la force

vérification du matériel. Jusqu'à, nous n'avons pas enregistré d'incidents. On se conforme aux normes, en se référant à la circulaire de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Les électeurs viennent un à un, prennent le bulletin de vote, s'isolent dans l'isoloir, choisissent leur candidat et glissent le bulletin dans l'urne ».

Notons que dans ce dernier centre, 5000 électeurs répartis en 5 bureaux de vote devraient accomplir leur devoir civique.

Jean Jacques Koubemba

## RENCONTRE CITOYENNE

## Elvis Tsalissan Okombi préoccupé par le développement de Ngo

**Après son élection comme député de Ngo (Plateaux) lors du premier tour des législatives du 16 juillet dernier, le ministre chargé des relations avec le Parlement, Digne Elvis Tsalissan Okombi a organisé le 28 juillet à Brazzaville une rencontre citoyenne avec les ressortissants de ce district résidant dans la ville capitale.**

L'occasion a été tout indiquée pour Tsalissan Okombi d'appeler les filles et fils de Ngo à taire les querelles inutiles nées des élections pour se consacrer, a-t-il réprécisé, au développement de ce district. Il a notamment insisté sur la réflexion que les cadres et habitants de cette localité devraient mener pour mettre à profit les potentialités agricoles dont elle regorge.

Le député de Ngo a reconnu que le développement du district passe nécessairement par la conjugaison des efforts de chacun et de tous.

Il a ainsi souhaité que cette partie du pays serve de modèle aux autres circonscriptions administratives du Congo par des actions socioéconomiques d'envergure que les populations de Ngo devraient entreprendre.

Il a mis à profit cette occasion pour remercier toute la popu-



Digne Elvis Tsalissan Okombi (DR)

lation de Ngo pour l'avoir choisi comme leur représentant à l'hémicycle. Cette victoire, a-t-il déclaré, n'est pas la victoire d'un camp sur l'autre ; c'est la victoire du développement de Ngo, a-t-il conclu.

Prenant la parole à leur tour, les sages de Ngo ont salué cette initiative d'Elvis Tsalissan Okombi avant de lui présenter les problèmes auxquels la localité fait face, à savoir : le placement des dos d'ânes sur la route n° 1 qui traverse Ngo ; des solutions contre la

divagation des bêtes sauvages dans la ville ; la protection des propriétaires terriens qui luttent contre les comportements déviants de certains occupants véreux ; la dévastation des forêts et le soutien aux associations culturelles ainsi qu'aux coopératives.

Par ailleurs, l'orateur a noté que, depuis fort longtemps, les populations de Ngo ont toujours formulé en vain ces revendications.

Roger Ngombé

## ZONE CÉMAC

## Des consultations sur le code minier communautaire

**Le projet du Code minier communautaire de la Cémac a été présenté officiellement aux délégués des Etats membres et à la Commission, le 28 juillet dernier à Douala. Une étape cruciale reste avant son adoption. Le texte devrait être soumis à consultation au sein des six Etats membres de la communauté.**

A l'issue d'un atelier régional de présentation de l'esquisse du nouveau code minier communautaire, qui a eu lieu le vendredi 28 juillet dernier à Douala, au Cameroun, les participants notamment les délégués de la Commission Cémac et les experts ont estimé nécessaire de lancer des consultations pour vulgariser cette législation minière.

En effet, ce projet de texte, dont l'étude a été menée par le cabinet international EMW, harmonise: le cadre institutionnel et administratif ; le régime minier général ; le régime minier conventionnel; le régime d'exploitation minière artisanale ; le régime fiscal, douanier et de change applicable aux activités minières.

Cette proposition de Code minier Cémac illustre la volonté

des dirigeants d'impulser au sein de l'espace Cémac des standards internationaux en matière de transparence, de protection de l'environnement et vision sociale, conformes à la vision minière prônée par l'Union africaine. « Le projet de doter la communauté d'un Code minier constitue l'un des axes prioritaires du Projet Remap, qui appuie les Etats membres de la Cémac dans les réformes du secteur des industries extractives », a déclaré Uwe Michel Neumann, le conseiller technique principal du projet Remap.

Saluant l'implication de la coopération allemande GIZ dans la réalisation et l'harmonisation de certaines politiques sectorielles, dont le Code minier communautaire, le directeur



Les participants lors des travaux (Adiac)

de cabinet du président de la Commission de la Cémac, Gregory Lionel Beyina, a insisté sur la solidarité et la mutualisation des efforts des Etats de la sous-région pour faire face à la morosité économique actuelle.

« La finalisation du code minier communautaire est très attendu comme un axe

essentiel dans notre grand Programme de réforme économique et financière et monétaire en Afrique centrale en abrégé (PREF-Cémac) », a-t-il indiqué.

Les pays de la sous-région font les frais d'un ralentissement de la croissance économique et d'une détérioration des

comptes publics dus à la baisse des prix des matières premières. La Commission Cémac envisage d'organiser, dans les prochains mois, une réunion du conseil des ministres de l'Union économique en Afrique centrale pour la validation du texte communautaire.

Fiacre Kombo



## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE



### POUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DU SYSTEME EDUCATIF (PRAASED)

Le Gouvernement de la République du Congo a sollicité et obtenu auprès de la Banque mondiale des fonds en guise d'avance pour la préparation du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED). Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle de l'Education (SSE) endossée par le Gouvernement du Congo pour la période 2015-2025. La SSE vise à améliorer la qualité de l'éducation en général afin de doter le pays de ressources humaines nécessaires pour un Congo émergent d'ici 2025. L'objectif du PRAASED est d'améliorer les rendements scolaires au primaire et au secondaire premier cycle et à renforcer l'efficacité de certains systèmes de gestion. En vue du démarrage de ce projet, il lance le présent avis d'appel à candidature pour le recrutement du personnel d'encadrement de l'Unité de Coordination du PRAASED » concernant les postes de : Coordonnateur du Projet, Responsable Administratif et Financier, et de Responsable en Passation des Marchés.

Les différentes références des postes à pourvoir sont :  
•REF. DU POSTE N°1 : CP/01

**Titre du poste :** Coordonnateur du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED)

#### A1-Fonctions et attributions :

Placé sous l'autorité du Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'alphabétisation (MEPSA), le Coordonnateur est responsable de la mise en œuvre du Projet et doit de façon particulière satisfaire à certaines exigences professionnelles liées à son poste et atteindre les objectifs du projet. Il assure la direction de l'Unité de Coordination du Programme PRAASED. Il exerce toutes les actions nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du programme par le MEPSA, dans le respect des documents de base notamment du PRAASED, et en particulier : les accords de financement et les différents manuels. A ce titre, il est responsable de la mise en œuvre du programme sur les plans technique, financier et administratif et assure la coordination de toutes les activités du programme au plan national.

Pour ce faire, il prépare et tient à jour un planning d'exécution du projet et s'assure que toutes les directions du MEPSA impliquées dans la réalisation des actions planifiées jouent leur rôle de façon coordonnée et selon les calendriers convenus.

#### A2-Profil recherché

- Etre de nationalité congolaise
- être une personne physique, justifiant d'une formation universitaire de niveau BAC+5 (minimum ou équivalent) dans l'un des domaines ci-après : sciences de l'éducation, gestion de projet de développement, économie, gestion, finance, administration des affaires, ingénierie, ou tout autre diplôme équivalent ;
- justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans en matière de gestion de projets ;
- justifier d'une bonne connaissance / expérience en gestion des ressources humaines ;
- Une expérience réussie de gestion de projet similaire en termes d'atteinte d'objectifs, de respect des budgets et du calendrier, serait un atout ;
- avoir exécuté au moins une mission similaire d'une durée de plus de 2 ans au cours des dix (10) dernières années; plus d'une mission serait un atout ;
- maîtriser l'outil informatique (notamment Word, Excel, Access, Powerpoint, Internet et autres).
- maîtriser la langue française écrite et parlée.
- la maîtrise des procédures de la Banque Mondiale sera un atout.
- être apte à effectuer des déplacements sur les sites des programmes ;
- justifier de deux (2) lettres de recommandation ;
- avoir un casier judiciaire vierge.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### •REF. DU POSTE N°2 : RAF/02

**Titre du poste :** Responsable Administratif et Financier du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED)

#### B1-Fonctions et attributions :

Placé sous l'autorité administrative du Coordonnateur du projet, le Spécialiste en Gestion Financière est chargé de la coordination des opérations financières : rassembler, coordonner et vérifier les données financières et comptables afin de pouvoir fournir à la coordination et aux tiers des informations fiables. A ce titre, il est chargé de l'organisation, de la coordination et de la supervision de l'exécution des tâches administratives, comptables et financières du projet.

Ses principales missions sont: (i) superviser le travail du Chef comptable afin d'assurer la bonne tenue de la comptabilité; (ii) assure en collaboration avec l'Auditeur interne, la bonne utilisation du manuel de procédures administratives, comptables et financières; (iii) assure la gestion du matériel et équipements; (iv) assurer l'acquisition des biens et services; (v) gérer les ressources humaines et financières du projet.

#### B2-Profil recherché

- Etre de nationalité congolaise
- Etre titulaire d'un diplôme supérieur en gestion financière, contrôle de gestion ou comptabilité (minimum maîtrise ou équivalent) ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience professionnelle globale dont au moins trois (3) ans passés dans une entreprise, un cabinet d'audit, d'expertise comptable ou de conseil de gestion, une administration publique ou de projet, notamment dans les domaines de l'élaboration d'instruments de gestion financière et comptable, de mise en place et la gestion de ces systèmes;
- Avoir une expérience d'au moins deux (2) ans à un poste de responsabilité similaire ou d'audit interne dans un projet financé par l'un des partenaires au développement serait un atout ;
- Avoir une maîtrise des outils de gestion financière et comptable. La connaissance et la maîtrise des logiciels comptables usuels en particulier TOMPRO et du système informatisé de gestion adaptée aux projets de développement constituerait un avantage;
- Disposer d'une bonne capacité en analyse financière, en communication et en rédaction des rapports financiers;
- Avoir une bonne capacité d'organisation de travail et de respect des délais ;
- Etre de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;
- Savoir parler et écrire parfaitement le français. La connaissance de l'anglais (écrit et parlé) serait un atout.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### •REF. DU POSTE N°3 : SPM/03

**Titre du poste :** Spécialiste en Passation des Marchés du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED)

#### C1-Fonctions et attributions :

Sous l'autorité administrative du Coordonnateur du Projet, le SPM a pour fonction de : (i) assurer la qualité des dossiers de marchés ; (ii) veiller à ce que les décisions de passation de marchés respectent les accords convenus ; (iii) appuyer la résolution de tout problème de passation de marchés qui pourraient survenir ; (iv) aider au traitement des réclamations reçues des soumissionnaires afin de s'assurer que les réponses appropriées ont été données et que la réclamation a été close à la satisfaction de la Banque Mondiale ; (v) assurer le suivi des dossiers de marchés pour éviter tout retard dans le processus d'attribution et d'exécution de marchés. A ce titre, il devra :

- préparer les plans de passation des marchés du projet, en liaison avec la Commission de passation de marchés du MEPSA ;
- établir les projets de planning d'exécution trimestriel des

activités en collaboration avec les services techniques concernés ;

- mettre en place les instruments de base de la passation de marchés (manuel des opérations, directives et documents de gestion des marchés conformes aux exigences du manuel d'exécution du projet);
- élaborer les outils de gestion des marchés adaptés aux besoins du projet, dont le plan annuel de passation des marchés et sa mise à jour périodique ;
- développer les mécanismes de suivi de l'exécution des contrats ;
- développer les mécanismes de contrôle, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de passation des marchés dont le système de classement.

#### C2-Profil recherché

- Etre de nationalité congolaise
- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (minimum maîtrise ou équivalent) en Ingénierie, Administration publique, Droit commercial, Gestion ou domaine équivalent;
- Avoir une expérience globale minimale de cinq (5) ans dont au moins deux (2) ans à un poste de passation de marchés ou avoir assumé des responsabilités similaires dans ce domaine. L'expérience des projets financés par la Banque Mondiale serait un atout;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de la Banque mondiale, des directives relatives à la passation des marchés et des Accords de financement ;
- Avoir une bonne maîtrise des manuels de procédures et des plans de passation ;
- Avoir une bonne maîtrise de la langue française de même qu'une aptitude à communiquer oralement et verbalement aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie et les collègues. La connaissance de la langue anglaise est vivement souhaitée;
- Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la Passation de marchés publics;
- Avoir une connaissance informatique et maîtrise des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, internet Explorer, et autres outils de communication);
- Avoir une bonne capacité d'organisation de travail et de communication ;
- Etre de bonne moralité et avoir des aptitudes à travailler en équipe.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

Les TDR des postes à pourvoir peuvent être retiré auprès du projet à la demande

D-Composition du dossier de candidature :

Le dossier de candidature devra comporter : une lettre de motivation, datée et signée avec adresse complète ; Un CV détaillé ; une photocopie de sa carte nationale d'identité ou passport ; une photocopie certifiée du diplôme exigé en fonction du profil de poste désiré ; une photocopie certifiée des états de services.

.E-Date et lieu de dépôt des candidatures :

Le dossier complet en trois (03) exemplaires portant la mention « confidentiel » doit être déposé au plus tard le 22 aout 2017 à 16h00 GMT  
A attention de: Yvon Didier MIEHAKANDA  
Recrutement PRAASED  
Coordination du Projet-CAB  
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis  
Brazzaville

Tel (+242) 06 972 95 86  
E-mail : recrutementpraased@gmail.com  
Fait à Brazzaville, le 31 juillet 2017

Bakary CISSE  
Secrétaire Exécutif  
SAPHIR-Développement

## DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME

## L'OMT disponible à assister le Congo dans ce processus

C'est ce qu'a déclaré le secrétaire général de l'organisation mondiale du Tourisme (OMT)? le Dr Taleb Rifai, au sortir des premières assises nationales du Tourisme en République du Congo, qui se sont déroulées tout récemment à Brazzaville.

Les premières assises nationales du tourisme en République du Congo avaient pour objectif global de constituer un moment d'échanges et de discussions entre les principaux acteurs nationaux et internationaux du secteur et d'aider le gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique de développement durable du tourisme.

Ces assises, qui ont connu la participation du secrétaire général de l'OMT, le Dr Taleb Rifai, ont été l'occasion pour ce dernier de définir le tourisme et de décrire son importance dans le développement économique mondial et national. Le secrétaire général de l'OMT a rappelé la dimension du changement structurel du transport dans l'amélioration des performances touristiques.

«C'est un secteur intégrateur, qui favorise le dialogue avec les communautés locales. Le continent africain doit jouer pleinement son rôle », a-t-il déclaré.

Le docteur Taleb Rifai a assuré les autorités congolaises de la disponibilité de l'OMT à assister le Congo dans le processus du développement durable du tourisme. Il a exprimé également sa gratitude au président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, pour avoir favorisé ces retrouvailles des acteurs du secteur pour discuter du développement du tourisme en Afrique en général et au Congo en particulier. Il l'a remercié aussi pour l'avoir invité à prendre part à cette rencontre. Le Dr Taleb Rifai a aussi remercié la ministre

du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan-Nonault, pour la

bienveillante attention qu'elle accorde à la coopération avec

l'OMT. Il l'a encouragée pour ses nombreuses initiatives prises dans le cadre du développement de ce secteur au Congo et dans la sous-région d'Afrique centrale.

Notons que le tourisme contribue à hauteur de 3 à 4,5% dans le Produit intérieur brut (PIB) du Congo. Le ministère en charge de ce département a reçu mission du gouvernement de la République de pouvoir porter la participation du PIB congolais à 10%, à l'instar du PIB de l'économie mondiale.

L'organisation des récentes assises par le ministère du Tourisme et des loisirs, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), est une avancée significative ayant permis à la République du Congo d'entrer dans une nouvelle ère, celle du tourisme en marche.



Le secrétaire général de l'OMT, le Dr Taleb Rifai

Bruno Okokana

## FAC

## Le chef d'état-major général en mission d'inspection dans le Pool

Le général de division Guy Blanchard Okoi vient d'effectuer une descente dans les départements du Pool et de la Bouenza. L'enjeu de celle-ci était d'apporter un réconfort moral à la troupe déployée dans le théâtre opérationnel de Kinkala, Mindouli, Kinkembo et Loutété.



Le CEMG/FAC et sa délégation en tournée d'inspection (DR)

Ce périple a commencé à Kinkala, le cœur de la Zone militaire de défense n°8 où le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (CEMG/FAC) a pris contact avec le commandant de la zone. À Mindouli et à Kinkembo où cette visite s'est prolongée, le général de division Guy Blanchard Okoi a tenu à se rapprocher de la troupe pour l'inviter à redoubler de vigilance face au terrorisme confessionnel perpétré par des bandits armés.

Au cours des échanges avec la troupe, le CEMAG/FAC a également apprécié les conditions de stationnement des

hommes et la parfaite tenue du matériel. La visite du chef d'état-major général dans le Pool intervient au lendemain de la commémoration du 56<sup>e</sup> anniversaire des FAC et de la gendarmerie nationale. Dans cette atmosphère festive qui laisse entrevoir la célébration du 57<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la République du Congo, le général Guy Blan-

chard Okoi a instruit la troupe pour que soit privilégié le soutien de l'homme, et que soit renforcée la cohésion. Le chef d'état-major a bouclé sa visite à Loutété dans la Bouenza où il s'est rassuré de la quiétude et de la sérénité dont jouit la population dans ce département.

Guillaume Ondzé

## Aline Olga Louzaniabeka soutient sur les carrières du personnel féminin

Les carrières du personnel féminin des Forces armées congolaises (FAC) ont été au cœur du mémoire de Master 2 en management des ressources humaines, soutenu le 26 juillet à Brazzaville par Aline Olga Louzaniabeka, sous la direction de Thierry Michel Mvoula à l'Ecole supérieure de gestion et d'administration des entreprises.

C'est devant un parterre d'amis, du personnel enseignant et de deux officiers généraux que l'impérante, le lieutenant-colonel, officier d'administration, Aline Olga Louzaniabeka, a présenté son mémoire dont le thème est : « Gestion des carrières du personnel féminin au sein des Forces armées congolaises ». Cette thématique évocatrice renferme près de six textes dont la substance gravite autour de



Aline Olga Louzaniabeka (Adiac) militaire recadre une personne,

et tout ce que nous apprenons nous fait dire que nous avons fait un bon choix », a expliqué le lieutenant-colonel Aline Olga Louzaniabeka, soulignant qu'avec son expérience de 17 ans dans l'armée, elle peut exhorter les jeunes filles à intégrer ce métier sans aucun préjugé.

En effet, l'armée met, entre autres, la formation à la disposition du personnel féminin, en vue de lui permettre d'assumer avec efficacité ses responsabilités, a indiqué Aline Olga Louzaniabeka, dans son exposé.

Notons que l'exposé de Mme Louzaniabeka a permis aux participants de comprendre plusieurs aspects sur le personnel féminin des Forces armées congolaises.

G.O.

### Bacheliers : ouverture des inscriptions au cycle anglais du Bachelor of Business Administration (BBA) de l'IFAM / Paris

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômes sont délivrés par nos partenaires européens.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - [escicinfo2013@gmail.com](mailto:escicinfo2013@gmail.com) ; [www.escic-cg.com](http://www.escic-cg.com)

« Être femme soldat n'a rien à avoir avec un changement de comportement négatif. Au contraire, subir la formation militaire recadre une personne, et tout ce que nous apprenons nous fait dire que nous avons fait un bon choix »

la promotion de la femme comme l'exigent les Nations unies et l'Organisation internationale du travail (OIT). « Être femme soldat n'a rien à avoir avec un changement de comportement négatif. Au contraire, subir la formation



Promovacances

# FORFAITS YA POMBA

Des nouveaux  
forfaits Internet  
BALEZ à prix KDO

Compose \*121\*4#

AG Partners



# FORFAITS YA POMBA



LE RESEAU DES SMARTPHONES

## HUMEUR

## Quand l'électricité contribue à la sécurisation des quartiers périurbains !

Oui, il est souvent noté que l'électricité qui arrive dans une zone rurale a, entre autres effets connexes, la multiplicité tous azimuts des activités commerciales de la zone. Oui, il est aussi vrai, on ne le dit pas assez, que l'éclairage public ou encore l'électrification des quartiers périphériques urbains est un élément important sur le plan sécuritaire desdits quartiers.

Que ce soit à Pointe-Noire ou à Brazzaville ou encore dans d'autres localités où l'éclairage manque, les actes de banditisme sont de plus en plus fréquents, car les bédés-lili et d'autres bandits de grand chemin trouvent là des endroits qui leur sont favorables pour commettre leurs forfaits. On a constaté lors des campagnes législatives qui venaient de se dérouler que certains candidats pour arracher les différentes voix des électeurs habitant ces quartiers non éclairés ont brandi l'argumentaire suivant: « *Votez pour moi afin que je sois votre porte-parole à l'hémicycle surtout pour des questions de l'électrification du quartier, car l'électricité arrête les braquages et autres* ». Propos souvent bien accueillis par les électeurs.

On voit bien que la question d'éclairage public dans des quartiers des arrondissements périphériques est d'un intérêt social avéré, car l'électricité arrête les actes de vol, de viole, de braquage et de tuerie en série. Nous sommes certains que les habitants des quartiers périphériques des arrondissements Mongo-Mpoukou et Ngoyo à Pointe-Noire et ceux des quartiers Mfilou, Djiri, Jacques Opangault et Kintélé à Brazzaville ne nous contrediront pas du tout sur cette question. Ce point de vue est soutenu par des écrits de Tano Kouamé de l'université Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan quand il a mené l'enquête sur l'impact de l'électrification en milieu rural dans la région de l'Agneby. « *Aussi l'électricité permet-elle de lutter efficacement contre l'insécurité par l'éclairage public en réduisant le nombre d'agressions nocturnes* », écrivait-il.

D'Imboulou à Liouesso en passant par Moukouloulou, on note bien que la capacité en énergie en termes de Mégawatts a considérablement augmenté et cela se sent par la qualité de l'électricité fournie dans certains quartiers de nos villes. Alors le vrai problème est d'interroger la Société nationale d'électricité (SNE) sur la desserte en éclairage public dans des quartiers périphériques qui tarde à se réaliser. Est-ce l'insuffisance de la logistique ou encore des équipements appropriés qui empêche d'élargir le réseau de desserte jusque dans ces quartiers ? Cette question reste en suspens. Mais ce qui semble être incongru est que dans certains quartiers périphériques où manque l'éclairage public, certaines parcelles d'habitations réussissent à tirer le courant, et l'on voit bien que les poteaux de la SNE y parviennent, alors où est donc l'éclairage public ?

Comme on le voit, il est difficile pour les habitants de ces quartiers que les taximen acceptent de les conduire au-delà de 20 heures, car ils évitent d'être parfois surpris par certains jeunes voyous malintentionnés aux heures tardives. D'où les habitants de ces quartiers périphériques non électrifiés saluent le projet Peedu relatif à la desserte en eau et en électricité dans ces quartiers.

De la même manière que la police dissuade les bandits et autres malintentionnés qui peuvent opérer la nuit dans ces quartiers périphériques non éclairés, l'électrification desdits quartiers donnera aussi un coup de main aux grandes campagnes de lutte contre le banditisme urbain surtout dans les zones périurbaines.

**Faustin Akono**

## DROITS HUMAINS

## Le CPDHLCT préoccupé par la situation des détenus de la Maison d'arrêt de la ville océane

**Après avoir visité la Maison d'arrêt de Pointe-Noire pour s'enquérir des conditions des détenus et prévenus, le Consortium panafricain des droits de l'Homme et de lutte contre la toxicomanie (CPDHLCT) dresse un bilan peu reluisant de la situation que vivent ces citoyens en détention.**

Des propositions pour le respect de la dignité humaine conformément au cadre juridique national et aux instruments juridiques internationaux ratifiés par le Congo ont été faites par cette ONG et les parties prenantes au projet Mandat.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre du projet Mandat sur la promotion des droits de détenus à Pointe-Noire que le CPDHLCT a effectué cette visite de travail à la Maison d'arrêt dudit département. Un projet qui bénéficie de la collaboration de l'ONG française Agir ensemble pour les droits de l'Homme et l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH) avec l'appui financier de l'Union européenne. Bien qu'il existe un cadre juridique national sur l'arrestation et la détention des personnes ainsi que le Code de procédure pénale congolais, la pratique quasi quotidienne des agents de la Maison d'arrêt ne rencontre toujours pas l'assentiment de tous. La loi rela-

tive à la détention subit des entorses sans que leurs auteurs ne soient inquiétés.

La description de l'univers carcéral de la Maison d'arrêt de Pointe-Noire, note l'ONG, fait état de l'existence de vingt-huit cellules dont dix-sept à la grande cour, onze VIP et des cellules et pavillons réservés aux femmes. Mais aucun quartier n'est réservé exclusivement aux mineurs en dépit de quelques dispositifs de sécurité pris à leur endroit. Une cellule disciplinaire, une sorte de prison dans la prison, très étroite accueille environ dix détenus. Ce constat indique que les malades détenus et prévenus ne sont pas suivis médicalement, des tortures de toutes sortes sont exercées à l'endroit des détenus à qui l'on demande aussi de s'acquitter d'une rançon pour prétendre avoir une place aux VIP. La communication téléphonique avec les parents et l'accès à l'information qui annonce la visite d'un parent sont assujettis régulièrement au paiement des sommes d'argent. De plus, le régime alimentaire imposé aux détenus, les conditions d'hygiène des cellules et geôles sont en violation du Code de procédure pénale. Aucune mesure de réinsertion n'est prévue pour les détenus qui manquent de loisirs et de jeux.

Ainsi, dans la perspective de la reconnaissance et du respect de la

dignité humaine, conformément au cadre juridique national et aux instruments juridiques internationaux ratifiés par le Congo, le CPDHLCT, en collaboration avec l'ensemble de ses parties prenantes dans la mise en œuvre du projet Mandat dans le département de Pointe-Noire, recommande qu'on octroie plus de formation sur le renforcement des capacités techniques d'intervention et d'assistance des détenus et prévenus aux agents de l'administration pénitentiaire. Que les conditions de détention soient améliorées en assainissant le milieu carcéral par exemple. Le CPDHLCT souhaite que des sanctions soient prises contre les auteurs d'actes de torture, d'arrestations illégales, de traitements cruels et dégradants. Il recommande aussi que soient diligentées plus régulièrement les procédures judiciaires. Le travail effectué par le CPDHLCT et les parties prenantes au projet Mandat vise l'amélioration des conditions d'incarcération et de détention des citoyens afin de faire, le cas échéant, un plaidoyer à l'endroit des autorités compétentes. L'amélioration de l'univers carcéral au Congo et la recherche des solutions contre la torture, les arrestations arbitraires, les traitements inhumains et dégradants à l'endroit des citoyens vont permettre de rendre la dignité à la personne détenue ou prévenue.

**Hervé Brice Mampouya**

## CFCO

## La gare de Nemba enfin réhabilitée

**Fermée depuis près de dix ans, la gare ferroviaire de Nemba, située à 92 km de Pointe-Noire sur le réalignement du Chemin de fer Congo Océan (CfCO), a été rouverte. La cérémonie de sa remise en fonction a eu lieu récemment en présence de Delphin Makaya, représentant le directeur général du CFCO et des autorités du district de Mvouti, département du Kouilou.**



Une vue de la gare de Nemba./crédit photo Adiac

Depuis la fermeture de la gare de Nemba, les populations de ce village du district de Mvouti et ceux des villages environnants étaient obligés de parcourir plusieurs kilomètres pour prendre le train. Comme le train ne s'arrêtait plus à cette gare, les mêmes populations étaient contraintes, au péril de leur vie, de sauter avec leurs marchandises et bagages pour ne pas descendre à des centaines de mètres de Nemba. Après moult doléances adressées aux autorités et aux personnes soucieuses de leur

situation, les populations de Nemba ont eu gain de cause par le truchement du ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, député nouvellement réélu de la deuxième circonscription de Mvouti, qui les a entendues.

C'est ainsi que le ministre a adressé des correspondances à la Direction générale du CfCO pour diligenter la réouverture de la gare. Seulement, à la suite de nombreuses difficultés que connaît cette entreprise, la solution n'a pu être trouvée. Martin Parfait Aimé

Coussoud-Mvougou s'est donc investi pour sa réhabilitation avec le concours des directions du CFCO : exploitation, télécommunications, signalisation et énergie, voie et bâtiment, matériel et traction. Sous les acclamations de la foule, Delphin Makaya a donc lancé le premier train à partir de cette gare témoignant ainsi que toutes les conditions de sécurité et toutes les commodités d'usage sont réunies pour que le train s'arrête aussi à Lemba comme il y a dix ans.

**H.B.M.**

## INTERVIEW

## Mildred Moukenga : « La foire culturelle vise à sensibiliser les populations à la connaissance et la valorisation du patrimoine culturel congolais »

Du 24 août au 02 Septembre 2017, Mildred Moukenga, promotrice culturelle, organisera la première édition de la foire culturelle du Congo. Prélude à cette foire, le quotidien «Les Dépêches de Brazzaville» s'est rapproché de l'initiatrice de ce concept pour en savoir plus.

**Dépêches de Brazzaville (DB).** Qu'entendez-vous par la foire culturelle du Congo ?

**Mildred Moukenga (MM).** La foire culturelle du Congo est un instrument que nous mettons en place pour essayer de pallier ce grand fléau, qui est l'acculturation de notre société. Une manière de faire un retour à notre source culturelle pour y puiser les valeurs humaines ultimes et passer au modernisme sans s'aliéner. La foire culturelle du Congo, c'est donc un nouveau concept que nous avons créé afin de nous aider à conserver durablement et en sécurité notre patrimoine culturel tout en le mettant disponible au grand public. Chaque année nous donnerons aux Congolais l'occasion de connaître en profondeur la culture d'un département. De la Likouala au Kouilou, nous compterons au moins une douzaine d'éditions.

**DB. A quand la première édition et sur quel thème ?**

**MM.** La première édition aura lieu du 24 août au 02 septembre 2017 au gymnase Nicole-Oba à Talangai



Mildred Moukenga, promotrice culturelle initiatrice du concept Foire culturelle du Congo (Adiac)

sur le thème : «Les profondeurs de la Likouala» ; une opportunité pour ceux qui n'ont jamais visité ce département de découvrir sa richesse. Nous exposerons des objets antiques, comme le «Mokoto» ou le «Mougondo», un instrument de musique, qui a longtemps joué un grand rôle pour faciliter la communication dans les villages, on pourrait dire qu'il est l'ancêtre du téléphone. Nous présenterons quelques mets célèbres originaires de ce département, les recettes seront éditées et publiées.

**DB. Pourquoi un tel concept ?**

**MM.** Tout d'abord il est important de rappeler que la culture touche tous les domaines de la vie humaine. Sa définition est contextuelle. Il y a culture comme connaissance ou sa-

gesse, culture comme production agricole ou encore culture comme civilisation d'un peuple, et comme instance spirituelle et normative de la société. La culture fait de l'être humain un être historique, le détermine dans son expression fondamentale, dans ses actes. Sa singularité et dans sa vision du monde. Dans cette logique, on ne peut pas considérer une personne sans culture. Par ailleurs, le choc culturel causé par la mondialisation et le rythme très accéléré du brassage culturel, crée chez certaines personnes une profonde désorientation. Le changement qui se fait de manière trop rapide en milieu culturel, a plusieurs conséquences telles que la perte et le refus de l'identité culturelle, mais aussi un déséquilibre interne tout simplement. Ce qui justifie souvent un manque d'intérêt pour notre propre culture et notre histoire.

**DB. Qu'est ce qui sera exposé au cours de cette foire ?**

**MM.** Il y aura des expositions d'objets d'art, les danses, les rites, l'art culinaire et les mythes seront également présentés au cours de cette foire. Outre les expositions, nous parlerons des mythes. Car, un peu comme la mythologie grecque, que nous étudions d'ailleurs à l'école, il est important que nous connaissions nos propres mythes. Nous devons apprendre à faire parler les personnes âgées et à écrire nous-même, notre histoire car il y a un

grand déséquilibre entre les récits écrits de l'extérieur et ceux écrits de l'intérieur. Plusieurs ethno-sociologues l'ont d'ailleurs souligné. Les récits et les contes seront également dits pour les enfants afin de leur faire découvrir des héros et des héroïnes de leur propre histoire, comparable aux récits de Cendrillon, de Raiponce, d'Arielle ou encore de Blanche Neige. La foire culturelle du Congo est donc une campagne de sensibilisation des populations à la connaissance, la préservation et la valorisation de notre patrimoine culturel.

**DB. Craignez-vous la disparition de la culture ancestrale ?**

**MM.** Dès lors que nous avons honte de parler nos dialectes, nos propres enfants ne les parleront certainement pas. Nous nous sommes débarrassés aussi de la majorité de nos objets antiques, car nos religions nous l'interdisent. Notre art culinaire, nos us et coutumes sont victimes de marginalisation. Ce désintéressement fera de nous des aliénés, des acculturés et des déracinés si nous ne bouleversons pas la tendance. Nous sommes portés à croire que dans les années à venir, notre culture risquerait de disparaître du fait de son abandon par nous-mêmes au profit des autres cultures. C'est donc pour cette raison que nous avons pensé qu'il est temps de défendre notre culture.

*Propos recueillis par Bruno Okokana*

## MUSIQUE

## Roms Mundibu se prépare pour un maxi single



L'artiste musicien congolais a demandé à tous les mélomanes de la bonne musique en général et à ses fanatiques en particulier, d'être prêts à accueillir le maxi single qu'il compte mettre sur le marché du disque dans les prochaines semaines. Après une longue période d'absence, l'artiste musicien Roms Mundibu, dit Le-Grand-Niamangoua, s'appête à revenir sur la scène musicale avec à la clé, le maxi single de six titres dont le titre phare demeure un mystère. « *Confronté aux problèmes artistiques, j'étais obligé de disparaître sur la scène musicale congolaise. Aujourd'hui, je réapparaiss pour annoncer que je suis toujours présent, malgré cette longue période d'absence. Soucieux de ceux qui me soutiennent d'une manière ou d'une autre, je voudrais leur annoncer la sortie dans les prochaines semaines de mon maxi single de six titres, dont je me refuse pour l'instant de dévoiler le nom* », a-t-il déclaré.

Roms Mundibu pratique la rumba, de la RnB et autres styles pour son nouvel opus en gestation. Fils de Batel Sabou, un grand artiste qui a évolué dans les «Bantous de capitale» et dans «Mondo negro Koualakoua», il demande à ses fanatiques de rester prêts à accueillir ce bijou qu'il leur réserve.

Pour tous ceux qui voudront entrer en contact avec l'artiste, il est joignable sur les réseaux sociaux particulièrement sur Facebook.

**B.Ok.**

## RÉFLEXION

## Comment sortir du borbier libyen ?

Alors que l'Europe commence à se préoccuper sérieusement des conséquences dramatiques que la crise générée en Libye a désormais pour ses propres peuples, il importe au plus haut point de rappeler à ses dirigeants les quelques données suivantes.

1) Si la Libye est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire une zone de non-droit en proie aux pires violences, où prospèrent les trafics en tout genre, c'est d'abord et avant tout parce que la France et l'Angleterre ont organisé, avec l'aide plus ou moins masquée des Etats-Unis, l'assassinat de l'homme qui avait su fédérer au sein d'un Etat, autoritaire certes mais bien structuré, des tribus jalouses de leur indépendance.

2) L'Histoire se chargera de démontrer, preuves à l'appui, que cet assassinat s'est produit au moment même où Mouammar Kadhafi, affaibli par l'âge et les dissensions de ses proches, commençait à écouter les conseils de dirigeants africains comme Denis Sassou N'Guesso qui préconisaient un retrait progressif du «Guide» et la mise en place d'un régime de transition suffisamment solide et orga-

nisé pour maintenir l'unité du pays tout en le lançant sur la voie de la démocratie;

3) Elle rappellera aussi à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la colonisation de l'Afrique en général, de l'Afrique du nord en particulier par les puissances européennes a généré un pillage des ressources naturelles de cette partie du globe qui est la cause principale des retards enregistrés sur la voie du développement durable, du progrès social et donc de l'accession plus ou moins rapide à la démocratie sur toute l'étendue du continent.

4) Le temps viendra aussi, et pour conclure provisoirement sur le sujet, où il apparaîtra que derrière les préoccupations dites «humanitaires» et «démocratiques» invoquées pour justifier l'intervention armée des grandes puissances européennes contre le «Guide» libyen se dissimulait en réalité la volonté de s'emparer des gisements de pétrole et de gaz naturel que recèle une bonne partie de l'immense territoire libyen, que la défense des droits humains n'était par conséquent qu'un prétexte pour intervenir militairement.

5) Le chaos libyen ayant engendré, comme c'était prévisible, des drames humanitaires en série parmi lesquels figurent en bonne place l'afflux incontrôlé et incontrôlable des migrants vers les côtes européennes et, sans doute plus encore, la conquête du sol libyen par les milices islamistes, l'Europe se trouve maintenant enfermée dans une impasse dont elle croit, à tort bien sûr, pouvoir sortir en se positionnant comme un intermédiaire entre les «frères ennemis» qui briguent le pouvoir à Tripoli.

6) Il n'est pas impossible qu'elle obtienne dans l'immédiat quelques concessions de façade sur ce terrain, mais la crise qui dévaste la Libye ne se règlera que lorsque l'Europe s'emploiera réellement à réparer les erreurs qu'elle a commises et, pour cela, apportera aux Libyens les aides de toute nature - économiques, financières, techniques, militaires - qui leur permettront de résoudre les problèmes auxquels ils se trouvent confrontés.

7) Plus important encore sans doute, l'Europe doit enfin comprendre qu'elle est perçue par les peuples du Sud comme une communauté de nations hypocrites que seul commande l'intérêt

matériel, si bien qu'au lieu de se présenter comme un modèle en matière de gouvernance elle doit, si elle veut redevenir crédible, soutenir les actions que mènent les Africains eux-mêmes dans le but de restaurer l'unité de la Libye et de ramener la paix sur toute l'étendue de ce vaste territoire.

8) Si elle ne le comprend pas très vite l'Union Européenne aggravera le mal au lieu de le guérir, ce qui lui coûtera cher, très cher, puisque la vague des migrants enflera, l'exode humain s'amplifiera, les trafics de drogue se généraliseront, les actions terroristes se multiplieront sur le Vieux continent, la mer Méditerranée deviendra un cimetière, bref les peuples européens paieront au prix fort l'aveuglement de leurs dirigeants.

Conclusion de ce qui précède : il est temps que les nations du Nord prennent l'exacte mesure de leur responsabilité dans l'une des pires tragédies des temps modernes et s'emploient à corriger leurs erreurs passées au lieu de discourir et de gesticuler comme leurs dirigeants aiment tant le faire sous l'œil de plus en plus critique du Tiers-monde.

*Jean-Paul Pigasse*